

Les géants genevois du négoce agricole se taisent

Flambée des prix Contrôlant 40% du commerce mondial, les sociétés basées au bout du lac refusent de prendre position dans le débat

Pierre-Alexandre Sallier

Alors que les populations urbaines les plus défavorisées crient famine, le mutisme des grandes maisons contrôlant les flux stratégiques de l'alimentation mondiale devient assourdissant. Ceci alors même que l'opinion publique s'interroge sur leur rôle dans cette envolée frénétique des prix, qui touche les populations les plus vulnérables. L'explication de récoltes insuffisantes ne suffit plus. Déjà, une banque-phare de la place, LODH, vient d'annoncer ne plus vouloir participer à la spéculation sur les denrées alimentaires. Un coup de pub, qui n'en souligne pas moins à quel point sa clientèle se sent concernée. Plaque tournante de ce négoce, Genève est directement concernée: près de 40% du commerce international de matières premières y est réalisé et cette activité y emploie 6000 personnes.

La GTSA, association genevoise de négociants, se borne à indiquer que ses membres... rechignent à s'exprimer. Louis Dreyfus Commodities, numéro deux mondial du secteur? Silence radio. Bunge, le géant des semences? *No comment*. Employant plus de six cents personnes à Genève, Cargill se fait à peine plus disert, parlant d'une «époque sans précédent pour l'agriculture mondiale».

Un de ses porte-parole soutient que le groupe «travaille avec l'industrie agroalimentaire et les agences gouvernementales pour assurer un approvisionnement ininterrompu, et pour les aider à diminuer les risques liés aux fluctuations de prix». Selon le géant américain, qui a engrangé un milliard de dollars de profits en trois mois, «si l'on considère l'offre et la demande totales de produits alimentaires, il n'y a en réalité pas de pénurie». Mais d'explications concrètes sur les pratiques du négoce, point. «Les négociants ont de tout temps acheté les produits pour les acheminer d'un continent à l'autre et les revendre, je ne les vois pas créer artificiellement un déficit», se défend Nicolas Tamari, responsable de Sucarina, maison spécialisée dans le café. «La hausse des cours n'est pas nécessairement un bien pour les traders, car elle leur fait souvent encourir un risque de défaut de la part de leurs fournisseurs», ajoute ce dernier.

L'irruption de la finance

Il est vrai que si le terme de spéculation est sur toutes les bouches, le monde du négoce demeurerait jusqu'à présent coupé des excès caractérisant le reste de la finance. «Dans les matières premières, le réel – marchandises, récoltes, stocks physiques – mène toujours le bal et, pour bien faire



Louis Dreyfus, Cargill et Bunge à Genève: «No comment.» GENÈVE, 16 MAI 2008

ce métier, il faut être en prise directe avec la marchandise... un trader qui ne traite que des contrats «papier» devient dangereux», pointe le professeur Emma-



nuel Fragnière, coresponsable du diplôme de «Commodity Trading» à la Haute Ecole de gestion. Et si les salaires des traders sont longtemps restés cinq à dix fois moins



élevés que dans la finance, l'afflux sur les marchés agricoles de grands investisseurs institutionnels, à commencer par les fonds de pensions, pourrait venir boule-

L'arrogance des seigneurs du grain

Commentaire

En 1979, Dan Morgan publiait le best-seller *Merchants of Grain*, la première description détaillée du monde secret du négoce des matières premières agricoles. Depuis, la planète a

évolué, la globalisation a imposé un minimum de transparence... sauf dans ces sociétés qui ne tolèrent la presse que pour inaugurer leur QG genevois, puis l'éconduisent avec mépris.

L'arrogance des Cargill, Louis Dreyfus et autres Bunge confor-

tera dans leurs préjugés ceux pour qui les émeutes de la faim sont provoquées par les «spéculateurs». Il y aurait un travail d'explication à fournir dans ce débat. Les seigneurs du grain ratent une occasion rare de se faire entendre et le paieront tôt ou tard. Jean-Claude Péclat

verser cet univers fermé. «Le risque reste que les fluctuations de ces marchés se détachent peu à peu des éléments fondamentaux», note Emmanuel Fragnière. En face, les investisseurs rejettent cette accusation. «Paradoxalement, la solution réside dans des marchés plus ouverts – notamment aux pays les plus pauvres – moins contrôlés par les gouvernements occidentaux et les grandes compagnies de négoce et de semences», rétorque Lionel Motière, responsable du fonds Diapason.

La récente baisse des prix pourrait laisser croire que le débat s'estompera. A Chicago, le blé a perdu 40% depuis ses records de février. Le sucre a touché hier un plus bas depuis quatre mois. Même la folle inflation du riz connaît une pause. Selon l'organisation des Nations unies pour l'agriculture (FAO), les produits alimentaires pourraient connaître, en mai, un deuxième mois de baisse. Leur niveau reste cependant supérieur de 50% à celui d'il y a un an. Et tous les acteurs de l'agribusiness s'entendent au moins sur une chose: à long terme, la hausse ne fait que commencer. Raison de plus pour exiger une transparence accrue des maîtres de l'alimentation.

► Pour Lionel Motière, il faut des marchés plus ouverts. Page 30